

**RAPPORT N° 2022/5-03**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 27 octobre 2022**

**OBJET**

**VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE STERILISATION DES ANIMAUX DOMESTIQUES POUR L'ANNEE 2021**

**Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

**Contexte**

La CINOR a signé en février 2017 une convention cadre relative à un plan de lutte contre l'errance animale engageant l'Etat, les 5 intercommunalités et le Groupement d'Etudes Vétérinaires sur l'Errance des Carnivores à la Réunion (GEVEC) sur 4 axes pendant 3 années consécutives (2017-2019), à savoir :

- Le maintien au même niveau d'activité des captures et ramassages des fourrières
- L'intensification des stérilisations et identifications pratiquées par les intercommunalités.
- Le lancement d'une étude afin de comprendre l'évolution des mécanismes de l'errance animale sur l'ensemble du territoire réunionnais.
- La mise en place d'une campagne d'information et de sensibilisation d'un large public.

En contrepartie de l'intensification des actes d'identification et de stérilisation par les intercommunalités, l'Etat s'est engagé à soutenir financièrement cette opération dans le cadre de la mesure 6.1.8 du contrat de plan Etat-Région 2015 - 2020 à hauteur de 200 000 € par an sur 3 ans.

Sur la durée du 1<sup>er</sup> plan, La CINOR a ainsi pu obtenir une aide d'un montant de 54 186 € pour 2018, 57 242 € pour 2019.

Ainsi, ce premier plan 2017/2019 a permis des améliorations significatives notamment en termes d'une augmentation du nombre d'animaux stérilisés, soit + de 87 % en 3 ans.

Toutefois, le taux de croissance d'environ 3%/ an de la population canine et le déficit de sensibilisation et d'information de la population des propriétaires d'animaux conduisent les signataires de la convention : l'Etat, les 5 intercommunalités et le Groupement d'Etudes Vétérinaires sur l'Errance des Carnivores à la Réunion (GEVEC) à renouveler ce plan de lutte contre l'errance animale pour les 4 années 2019-à 2022.

S'agissant du volet d'intensification des stérilisations et des identifications, l'Etat a reconduit son engagement financier dans le cadre de la mesure 3.5.3.1 du contrat de convergence et de transformation 2019-2022 à hauteur de 200 000 € par an sur 4 ans. Ainsi, en 2020, la CINOR a pu obtenir une aide d'un montant de 38 707 €.

**Plan de financement 2021**

L'Etat révisé annuellement la répartition de l'enveloppe au prorata des stérilisations réalisées l'année précédente. Ci-après le montant d'aide pour la CINOR pour l'année 2021 :

Partenaires	Nb de stérilisations 2021	Montant aide Etat 2021
CINOR	1937	37 459,23€

Aussi, il est nécessaire de valider le plan de financement comme suit pour l'année 2021,

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221027-BC2022-5-03-DE  
Date de télétransmission : 10/11/2022  
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Plan de financement	Montant HT	Taux de participation
ETAT - Plan de convergence 2019-2022 sur bilan n-1	37 459.23 €	28.62%
CINOR	93 425.35 €	71.38 %
Montant total HT	130 884,58 €	100%

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Valider le plan de financement de la campagne de stérilisation des animaux domestiques pour l'année 2021 et autoriser le Président à solliciter la subvention du contrat de convergence et de transformation 2019-2022 auprès de l'Etat

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



The stamp is circular with the text "Département de la Réunion" at the top, "du Nord" at the bottom, and "Communauté Intercommunale C.I.N.O.R." in the center. There are two small stars on the right side of the stamp.

**DECISION N°2022/5-03  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 27 octobre 2022**

**OBJET : VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE STERILISATION DES ANIMAUX DOMESTIQUES POUR L'ANNEE 2021**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/5-03 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221027-BC2022-5-03-DE  
Date de télétransmission : 10/11/2022  
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**Article 1**

De valider le plan de financement de la campagne de stérilisation des animaux domestiques pour l'année 2021 comme suit :

Plan de financement	Montant HT	Taux de participation
ETAT - Plan de convergence 2019-2022 sur bilan n-1	37 459.23 €	28.62%
CINOR	93 425.35 €	71.38 %
Montant total HT	130 884,58 €	100%

**Article 2**

D'autoriser le Président à solliciter la subvention du contrat de convergence et de transformation 2019-2022 auprès de l'Etat.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 09 NOV 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221027-BC2022-5-03-DE  
Date de télétransmission : 10/11/2022  
Date de réception préfecture : 10/11/2022